

Cette présentation de RESULTS Canada portera principalement sur les façons dont le Canada peut utiliser son aide internationale au développement pour réduire la pauvreté dans le monde et accroître la croissance économique au Canada.

**Recommandation 1 :** *Le Canada devrait doubler son aide publique au développement au cours des cinq prochaines années et se fixer un échéancier pour atteindre la cible de 0,7 % du RNB d'ici 2030.*

Le montant global que le Canada consacre au développement a récemment décliné à 0,24 % de notre revenu national brut (RNB), son plus bas niveau depuis le creux de 0,22 % sous le gouvernement Chrétien en 2001. Ces dernières années, les contributions à l'aide humanitaire du Canada ont chuté à 5,65 milliards de dollars en 2012, puis à 5 milliards en 2013 et à 4,2 milliards en 2014. Si les gouvernements avaient respecté les engagements qu'ils avaient pris en 1970, on aurait pu mettre fin 22 fois à la pauvreté extrême (aux niveaux de 2005). Non seulement le Canada n'a-t-il pas atteint ses engagements historiques, mais nous accusons aussi du retard par rapport à la majorité des autres pays donateurs. En 2014, la dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a fait savoir qu'en ce qui a trait au montant total versé, le seul pays du G7 dont le budget d'APD était inférieur à celui du Canada était l'Italie – où le taux de chômage était alors de plus de 12 %. Voilà qui est extrêmement préoccupant si l'on se rappelle l'appui exprimé par le Canada à l'égard des objectifs de développement durable et de l'objectif ambitieux fixé pour les réaliser d'ici 2030.

Les objectifs de développement durable sont ambitieux, mais certainement réalisables. L'engagement de 0,7 % de la part des pays développés est essentiel pour atteindre des niveaux d'aide au développement qui nous permettront non seulement de réaliser l'objectif, mais aussi de créer des partenariats avec les pays à qui il incombe de le réaliser et d'établir une entente qui provoquera une mobilisation accrue des ressources nationales pour les questions touchant les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

La réduction de la pauvreté extrême s'accompagne d'avantages économiques évidents et à l'échelle mondiale, et pour le Canada. Par exemple, les investissements consacrés à l'éducation offrent des retours remarquables. Une année de scolarité supplémentaire accroît d'environ 10 % le salaire d'un individu, et augmente le taux de croissance moyen du PIB de 0,37 %<sup>1</sup>. Le

---

<sup>1</sup> <http://www.globalpartnership.org/fr/education/the-benefits-of-education>.

développement de la petite enfance représente lui aussi un investissement judicieux. D'après la Banque mondiale et l'UNICEF, un pays peut subir une perte de productivité économique d'environ 20 % parmi sa population adulte en raison d'un manque de développement physique et cognitif qui débute pendant la petite enfance<sup>2</sup>. Non seulement est-ce là une occasion manquée pour les pays qui luttent contre ce problème, mais cela influe aussi sur les investissements canadiens. Grâce à une main-d'œuvre mondiale plus productive et plus stable, les entreprises canadiennes seront plus en mesure d'élargir leurs horizons en matière de commerce et d'investissement. Cela est particulièrement le cas à mesure que le marché du travail migre du travail manuel vers le numérique, qui exige une main-d'œuvre intelligente et qualifiée.

Le cas de l'Indonésie, où l'on a observé un ralentissement de la croissance ces dernières années, illustre le lien entre les premières années d'un enfant et sa productivité ultérieure. Le président de l'Indonésie et le président de la Banque mondiale, Jim Kim, ont tous deux conclu que le principal obstacle à la croissance n'était pas l'infrastructure, les routes ou le capital privé, mais plutôt le fait que 37 % des Indonésiens présentent un retard de croissance (un retard de développement irréversible engendré par la malnutrition chronique). Comment l'Indonésie peut-elle progresser alors qu'une proportion si élevée de sa main-d'œuvre est incapable d'occuper les emplois qualifiés nécessaires pour stimuler l'économie? Les programmes financés par le biais de l'APD sont essentiels pour aider les pays à inverser cette tendance et à s'assurer que les générations futures puissent développer tout leur potentiel.

L'APD peut aussi s'avérer le catalyseur d'autres formes de financement, et le Canada a été à l'avant-garde d'un certain nombre d'initiatives de financement mixtes et innovatrices. Si elle est mise sur pied correctement, l'institution financière de développement (IFD) pourrait être une bonne façon d'utiliser l'APD comme catalyseur de l'investissement et d'aider les entreprises canadiennes à investir à l'étranger avec succès. Nous devons élargir ces initiatives vers d'autres partenaires, notamment les organismes philanthropiques, les OSC et les fondations. Le Canada doit également étendre son approche en matière de financement novateur pour aller au-delà de l'expansion des marchés et investir dans des initiatives bien articulées et bien surveillées qui viendront des activités prioritaires sous-financées dans les secteurs de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Par exemple, nous pourrions envisager des taxes de solidarité comme en France ou au Chili, ou des obligations à impact social.

---

<sup>2</sup> <http://thousanddays.org/t-days-content/uploads/Stunting-Costing-and-Financing-Overview-Brief.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Lorsque davantage de pays atteignent le statut de pays à revenu moyen (souvent grâce à des améliorations liées au développement comme celles que l'on a vues ci-dessus), cela réduit aussi le besoin de recourir à un petit nombre de donateurs. Nous avons vu des pays comme la Chine et plusieurs des pays du Golfe grossir les rangs des donateurs à part entière et assumer leur part du fardeau économique.

Il est généralement admis que l'APD, même à des niveaux considérablement accrus, ne suffira pas pour atteindre les objectifs de développement durable. Les ressources intérieures des secteurs public et privé et le financement international public devront combler l'écart.

Très peu de pays donateurs réservent une quantité importante d'aide et de programmes à la mobilisation des ressources nationales. Pourtant, dans les pays qui démontrent la volonté politique d'améliorer la mobilisation des ressources nationales, il n'est pas nécessaire de consacrer d'importantes sommes pour mettre en œuvre des réformes efficaces. Un projet financé par l'USAID au Salvador, qui visait à élargir l'assiette de l'impôt et à accroître les recettes fiscales, a obtenu beaucoup de succès. De simples réformes en matière de perception et de contrôle ont engendré des revenus supplémentaires de 1,5 milliard de dollars entre 2005 et 2010<sup>3</sup>. Les programmes de mobilisation des ressources nationales qui s'avèrent efficaces sont rentables, et le Canada devrait mettre à profit son expertise technique dans les domaines de la fiscalité ainsi que de la gestion et du contrôle des dépenses publiques pour aider à mobiliser les ressources nationales. Notre pays devrait adopter une approche intégrée, concertée entre Affaires mondiales Canada et Finances Canada, pour soutenir les efforts déployés à l'échelle mondiale pour élaborer une stratégie de financement intégrée qui englobe les taxes sur les produits et services, l'impôt sur le revenu, les prélèvements fiscaux, les crédits et les paiements directs. Cette stratégie pourrait inclure la mobilisation de notre vaste expertise dans le domaine des taxes sur les produits de luxe. Le Canada est en mesure de fournir des conseils et d'élaborer des stratégies antitabac, y compris les taxes sur le tabac, les droits d'accise sur le tabac et la banalisation de l'emballage. L'excellente réputation dont jouit le Canada en matière de réglementation des produits du tabac est reconnue, et nous pourrions la mettre à profit pour couvrir les dépenses en matière de santé liées au tabagisme (comme cela a été fait avec succès en Indonésie). Bien des projets peuvent être lancés avec une petite portion d'APD, qui peut ensuite se traduire en investissements plus importants.

---

3

[https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/EI%20Salvador%20Tax%20Reform%20Case%20Study\\_fall%202014.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/EI%20Salvador%20Tax%20Reform%20Case%20Study_fall%202014.pdf) [EN ANGLAIS SEULEMENT].

La dernière raison, et la plus importante, pour laquelle le Canada devrait devenir un chef de file et non un retardataire en matière de développement international, c'est que c'est la chose à faire. Nous pouvons faire une différence dans la vie des habitants les plus vulnérables de la planète. D'ici la fin de l'année, les programmes appuyés par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, dont le Canada est l'un des principaux donateurs, devraient avoir permis de sauver **22 millions de vies** depuis 2002. En partie grâce aux investissements canadiens dans la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, nous avons réduit de 45 % le nombre de décès chez les mères depuis 1990<sup>4</sup>. Imaginez le nombre de vies que nous pouvons sauver si le Canada décidait d'assumer ses responsabilités et de faire du développement international une priorité.

RESULTS Canada est un mouvement de personnes ordinaires passionnées et engagées. Ensemble, nous nous faisons entendre pour influencer les décisions politiques qui mettront fin à la pauvreté.

---

<sup>4</sup> <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/maternal-mortality/fr/>.